



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous!

# LA LUTTE OUVRIERE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (BOLCHEVICK-LÉNINISTE). — SECTION FRANÇAISE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

15, passage Dubail, 15  
PARIS (10<sup>e</sup>)  
Abonnements :  
1 an ..... 12. »  
6 mois ..... 6. »

Compte chèque postal :  
Bardin Alfred  
N° 1907.81  
Paris



LE N°: 30 CENTIMES PREMIERE ANNEE. — N. 16  
SAMEDI 24 OCTOBRE 1936

Le prix de l'alliance avec  
es radicaux :

**— La capitulation devant le patronat.  
A bas les chefs radicaux!**

## Front unique prolétarien contre la bourgeoisie, le fascisme CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

### LA COMEDIE DE BIARRITZ AIDEZ VOTRE JOURNAL

A l'alliance avec les chefs radicaux, les travailleurs opposeront leurs comités d'usine, de quartier et de village, unissant tous les exploités pour le combat.

Chez Sautter-Harlé

### La réquisition au profit des patrons

Le patronat ne voulant faire aucune concession, le conflit se développait rapidement et le gouvernement, affolé, sentait que les ouvriers allaient incessamment recourir à des moyens de lutte qui auraient une répercussion considérable sur toute la classe ouvrière.

Il essaya donc tout d'abord de faire céder les ouvriers en les adjurant au nom de la défense nationale. L'Humanité reprit cet argument avec vigueur, car c'était un aliment supplémentaire à la campagne électorale du Parti communiste.

Alors, le gouvernement tente un grand coup d'escroquerie et annonce que l'usine Sautter-Harlé est réquisitionnée. La CGT convoque en hâte une assemblée des grévistes. Ceux-ci sous le coup de l'impression produite par l'apparence d'énergie du gouvernement votent unanimement tout ce qu'on leur présente. Mais la lecture attentive de l'accord intervenu permet de se rendre compte qu'il s'agit d'une ultime manœuvre pour tromper les ouvriers et leur donner l'impression d'une solution à leur avantage. En fait, chaque paragraphe contient un compromis tellement fragile, laisse tant de possibilités à la direction de faire ce que bon lui semble que l'on peut dire quand on veut bien se souvenir de la combativité dont firent preuve les grévistes et l'intransigeance montrée par le patronat que ce soi-disant accord contient tous les germes d'un prochain conflit.

En effet, le 28 septembre, la direction présenta aux ouvriers un soi-disant « accord » intervenu avec le gouvernement où tous les intérêts des grévistes étaient bafoués et tenta de le faire accepter de suite. Aucun des délégués gouvernementaux n'étaient présents et il a fallu que ce soit les ouvriers eux-mêmes qui fissent le coup et envoient au ministre du Travail une délégation à laquelle on fut forcé de répondre que le gouvernement n'avait jamais accepté une semblable convention.

Mais aujourd'hui, on a couvert l'opération du titre ronflant de réquisition et provisoirement les ouvriers ont été trompés.

En effet, la convention qui stipule les termes de la soi-disante réquisition est bel et bien un accord qui laisse toute liberté au patronat et lui donne des armes formidables pour de nouvelles provocations. En effet le premier paragraphe stipule que :

« La direction des établissements Sautter-Harlé a précisé que si elle était dans l'impossibilité matérielle de faire procéder à la reprise générale du travail dès lundi, en raison des délais nécessaires pour s'assurer de l'état des approvisionnements, de l'outillage et aménagements, elle ferait toute diligence pour assurer la reprise du travail dans le plus court délai et cela sous le contrôle du service de surveillance de la Marine. »

En effet, l'accord stipule que tous les ouvriers seront réintégrés sauf les vingt dessinateurs. Et c'est là l'origine de la grève. Bien mieux, dans un comble de cynisme, il est dit plus loin :

Lire la suite en troisième page.

Toute la presse nous annonce que MM. les Radicaux, rassemblés à Biarritz, ne rompront pas « le Front populaire ».

Par avance, le Populaire et l'Humanité crient victoire.

Victoire pour qui ? Pour les travailleurs ou pour la bourgeoisie ? L'alliance avec les radicaux est maintenue. A quel prix ? Au prix de la capitulation complète des directions socialiste, communiste, syndicale devant le patronat. Ces dirigeants ont passé la semaine en genuflexions devant le Parti radical et le régime capitaliste. Les discours de Blum, la lettre du Parti communiste, le manifeste de la C.G.T., ne sont pas autre chose que des tentatives pour démontrer aux radicaux que les meilleurs serviteurs de leur régime ne peuvent être que le Parti communiste, le Parti socialiste, la C. G. T. Le prix de la capitulation, les faits eux-mêmes, parmi les plus récents, l'établissent d'une manière éclatante.

Les ouvriers avaient obtenu, malgré les radicaux et les patrons, grâce à leur lutte directe, quelques avantages en juin (augmentation des salaires, contrats collectifs...). Mais la spéculation, la dévaluation, les manœuvres patronales les leur arrachent. Ils veulent protester, comme en juin, par l'occupation des usines, pour conserver un minimum de ce qu'ils ont acquis. A ce moment-là, la bourgeoisie, par l'intermédiaire des radicaux, leur interdit. Blum s'incline et fait évacuer les usines par la police. Les « communistes » répliquent : « N'oubliez pas que bien avant que vous soyez inquiets, nos camarades Thorez et Frachon avaient déjà dit exactement la même chose. » Plus radicaux que les radicaux. C'est ce qu'explique Campinchi : « Je suis bien obligé de reconnaître que les communistes sont devenus tellement opportunistes, qu'ils en arrivent parfois à préconiser des idées et des formules de conservatisme et de modérantisme, qui seraient difficilement agréées dans une fédération radicale de province. »

Les paysans pauvres, et le prolétariat agricole exigeaient des mesures hardies contre les forbans capitalistes qui les dépouillent. On leur répond en laissant ces forbans capitalistes, où se trouvent pas mal

de radicaux, comme Dreyfus et Cie, jouir en paix de leurs rapines.

Tandis que la dévaluation accroît la misère du petit commerce et de la petite industrie, le Roi de la Mine, M. de Beverhioff, le Roi du Fer, M. de Wendel, les grandes maisons d'alimentation augmentent leurs bénéfices de 40 à 50 pour 100. Mais le gouvernement capitaliste ne peut rien pour mettre la main au collet des gros spéculateurs. Les radicaux l'interdisent, au nom du droit de propriété, si cher actuellement aux « communistes ». Voilà comment l'alliance avec les radicaux sert les classes moyennes.

Dans les déceptions et les ruines, qui résultent pour les classes moyennes, de l'expérience Blum, Daladier, appuyé sans éclipse par Thorez, le fascisme trouve une base de masse. Dorgères excite et mobilise les paysans contre le gouvernement des banquiers et des spéculateurs. La Rocque se taille dans les foudres en carton de la dissolution une attitude « martyre » et sélectionne ses hommes de main pour le coup dur. Les bandes sont entraînées pour se ruiner, comme dans le douzième, comme à Toury, comme dans le Nord, sur les ouvriers en grève. Mais le gouvernement réprime comme provocation au meurtre, le moindre appel à la milice ouvrière.

Les officiers réactionnaires et fascistes se préparent la main dans la main avec les bandes. Daladier exige qu'on ne touche pas à l'armée. Bien mieux qu'on la renforce. On vote des milliards. On fait des exercices de défense passive. On maintient les deux ans. Le Parti « communiste » estime qu'il faut faire encore mieux.

En un mot, le « Front populaire » de Daladier-Blum-Thorez permet aux fascistes de se préparer librement à un coup d'Etat, au capitalisme d'accroître ses bénéfices et de poursuivre la préparation à la guerre. Il est normal dans ces conditions que le Parti radical, qui a été de toutes les faillites « de gauche » du régime, en outre de toutes les expériences d'union nationale, ne demande qu'à continuer à servir le capitalisme.

De même le capitalisme s'ap-

prête à reprendre les radicaux dans l'union nationale, en mettant sur le compte des partis ouvriers tous les frais de l'expérience de renouveau de son régime de misère et de guerre.

Bientôt, il conviendra Blum, malgré ses capitulations, et en utilisant le mécontentement engendré par celles-ci.

Le bilan est clair : L'alliance avec les radicaux est dirigée contre les ouvriers et les paysans.

Il faut chasser les ministres radicaux !

Il faut rassembler les exploités sur le terrain de la lutte de classe contre le capitalisme.

Le P. O. I. a commencé une action avec quelques organisations pour le front unique prolétarien révolutionnaire.

Les objectifs essentiels de ce front unique sont :

L'organisation de la résistance au patronat et à la vie chère, dans les comités d'usine, de quartier, de village.

Tout d'abord, congrès des délégués d'usine !

L'organisation des milices ouvrières.

La lutte contre les deux ans et les budgets de guerre. Le ravitaillement direct des ouvriers d'Espagne.

Front unique de lutte de classe contre le capitalisme, le fascisme, la guerre !



La photo ci-dessus nous montre une belle initiative de nos camarades de Lorient, pour la diffusion et le soutien de notre journal. Ce n'est qu'aux prix de multiples sacrifices que peut être assurée la parution régulière de la « Lutte Ouvrière ». C'est pourquoi nous demandons, à tous nos camarades, à tous nos amis, de s'inspirer de l'exemple de nos camarades de Lorient. Multipliez les initiatives, pour faire lire « La Lutte Ouvrière » et l'organe de nos Jeunes.

Pas une réunion sans souscriptions, et abonnements ! Mobilisation vigilante et incessante dans tous les groupes et chez tous nos lecteurs !

### A bas la répression contre les ouvriers !

Dorgères organise à loisir l'innestissement de Paris, par les bandes vertes.

La Rocque intensifie sa propagande.

Leurs maîtres, le roi de l'acier, de Wendel, le roi du charbon, de Beverhioff organisent systématiquement l'apacarement.

Mais le gouvernement de Front populaire appuyé dans les actes et les votes sans éclipse par le parti communiste, qui soutient même de préférence les radicaux, ne fait rien contre les fascistes et contre les forbans capitalistes.

La répression s'abat toujours sur les ouvriers.

On vient d'arrêter le gérant du journal communiste du Nord.

La police cherche chaque jour une nouvelle occasion de nous poursuivre. Le jour des manœuvres de défense passive, elle avait entouré notre permanence d'un cordon de surveillance.

Nous sommes toujours inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat, d'excitation au meurtre, de provocation de militaires à la désobéissance.

Camarades anarchistes, communistes, socialistes, front unique contre la répression capitaliste et gouvernementale !

## RUSSIE-1917 ESPAGNE-1936

TRAVAILLEURS !  
Pour l'anniversaire de la Révolution russe d'Octobre, dirigée par Lénine et Trotsky.  
Pour la lutte contre la répression stalinienne et la Commission d'enquête sur le procès de Moscou.  
Pour le soutien de la révolution prolétarienne espagnole,  
En masse au

### Grand meeting le samedi 7 novembre

GRANDE SALLE DES FÊTES DU « PETIT JOURNAL », A 20 H. 30

Orateurs

J. Rous — Fred Zeller — P. Naville  
& Walter Dauge

du Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique

Un camarade espagnol

ENTRÉE: 2 FRANCS.

LA LUTTE INTERNATIONALE

La « neutralité » belge entre Daladier et Blomberg

Le grand tapage continue dans les chancelleries au sujet de la « neutralité » belge. Après son coup d'éclat, Léopold III s'est empressé de faire dire que rien n'était modifié dans les dispositions communes des états-majors belge, français et anglais.

En réalité, le capitalisme belge est sérieusement divisé et les flamands qui s'insurgent contre l'influence allemande, cherchent à s'évader de la soumission à l'état-major français (Daladier, Cot et Cie.).

La classe ouvrière belge, entraînée dans le chauvinisme par Vandervelde et autres, est assez sensible à la position de Spaak, qui prend un air « pacifiste » pour plaider la neutralité. Les stalinien préchent naturellement le resserrement de l'alliance avec la France.

Nos camarades belges dénoncent les deux positions : celle de Vandervelde et celle de Spaak. Ils mènent la lutte contre toute préparation à la guerre, pour l'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire.

La politique de l'U.R.S.S. et la

« non-intervention » en Espagne

La fameuse note de l'U.R.S.S. se déclarant prête à reprendre sa liberté en Espagne si les Etats fascistes continuent à soutenir Franco, a fait couler beaucoup d'encre. Mais elle n'a guère avancé les affaires de la Révolution espagnole.

Le Temps affirme que la note russe est purement platonique et destinée à jeter de la poudre aux yeux des ouvriers soviétiques. On peut en dire autant du télégramme « pontifical » de Staline aux ouvriers espagnols (alors que l'I. C. reste muette!).

En réalité, la bureaucratie d'Etat russe ne veut pas que la Révolution prolétarienne triomphe en Espagne. Par ses menaces diplomatiques, elle croit intimider les fascistes ; ce qui n'empêche pas ceux-ci de continuer à être abondamment ravitaillés en armes.

Pour calmer les ouvriers soviétiques, qui espèrent dans la révolution espagnole pour reprendre leur propre marche en avant, on fait en Russie des meetings. Mais d'aide pratique, l'U.R.S.S. n'en donne pas — ou plutôt ne consent à en accorder un peu qu'à des gouvernements bourgeois-démocratiques qui lui soient dociles. En attendant, les procédures diplomatiques empêchent tout. Le blocus Blum-Staline continue.

La préparation à la guerre avance à grand pas

Réformistes et stalinien prétendent que les manœuvres « diplomatiques » sauvent la paix. En réalité, elles servent à préparer la guerre en trompant les travailleurs.

En Angleterre, en Belgique, en France, comme en Allemagne, les milliards s'engouffrent avec frénésie dans la préparation guerrière. On peut affirmer aujourd'hui que la révolution espagnole et la lutte prolétarienne en France et en Belgique sont les dernières chances de salut de l'Europe avant le déclenchement du nouveau carnage.

Mais, la révolution en Espagne est rempli de leçons inappréciables pour le prolétariat, en ce qui concerne la guerre. Elle montre une lutte prolétarienne de masse aux prises — et victorieusement jusqu'à présent — avec l'appareil militaire de la bourgeoisie. Elle apprend aux ouvriers la stratégie de la guerre moderne, l'usage en grand des avions, tanks, mitrailleuses, canons lourds — ce qui n'était pas encore en usage dans la révolution russe.

Cette expérience ne sera pas perdue, et c'est ce que craint le capitalisme. C'est pourquoi nous répétons : toute notre action pour le soutien des ouvriers espagnols, voilà le but principal des ouvriers aujourd'hui !

« Vive la Pologne ! »

Le général Rydz-Smigly vient d'être promu maréchal de Pologne, le premier depuis Pilsudski. Et pour quel motif ? Pour sa participation victorieuse, en 1920, à la lutte contre l'Armée rouge bolchéviste !

Voilà qui fera bien plaisir à M. Thorez.

La lutte ouvrière au Portugal

Malgré la censure, les journaux ouvriers d'Espagne publient des informations importantes sur la situation au Portugal. Grèves et insurrections dans l'armée continent. Les tribunaux militaires condamnent à des peines énormes. Des dizaines de soldats et marins ont été fusillés. De ce vrai soutien de la révolution espagnole, on cherche vainement trace dans la presse du Front populaire...

Les manœuvres staliniennes contre les révolutionnaires catalans

Mobilisation pour défendre la Révolution espagnole !

La révolution en Espagne approche d'un tournant décisif. La révolution est en danger. Ne pas le comprendre, c'est aller à la perte. Comment la situation a-t-elle évolué depuis huit jours ?

La situation militaire ne s'est pas améliorée pour le prolétariat. Dans la région sud-ouest de Madrid (front du Tage), les milices ont opéré quelques contre-attaques victorieuses qui ont fixé l'ennemi. Mais Oviédo a été en partie dégagée par une colonne fasciste venue de Galice, qui a pu apporter aux assiégés des vivres et des munitions.

Le front d'Aragon n'a pas subi de changement et les milices ont dû subir des assauts offensifs des troupes fascistes d'Hueca.

Pendant ce temps, Franco utilise ses troupes selon un plan stratégique sérieusement préparé. Ce plan est clair : faire tomber Madrid, puis réduire le Levant (Valence-Alicante) et enfin la Catalogne.

Que voyons-nous au contraire de la part du gouvernement Caballero, Del Vayo ? Une défensive sans plan stratégique, et au sein du gouvernement, un courant avoué de capitulation (Pié et Cie) qui « espèrent » toujours un compromis avec les fascistes.

La mauvaise saison avance. Franco a besoin d'un succès avant le cœur de l'hiver. Même son armement commence à être sérieusement amoindri. Il est clair que la révolution devait envisager un plan offensif d'urgence, visant à détruire les centres principaux de l'ennemi, c'est à dire avant tout les colonnes qui opèrent contre Madrid. Contre les défaitistes dans le camp de la révolution, les crocodiles qui apprennent aux ouvriers à « abandonner les pavés aux cantonniers », nous réaffirmons que l'offensive peut et doit être victorieuse, même dans l'état actuel de l'armement ouvrier.

Deux conditions : d'abord, que la direction de la lutte passe entièrement aux comités ouvriers, que les traitres et les conciliateurs soient chassés, que la lutte soit centralisée et dirigée avec une main de fer. Ensuite que le prolétariat international se lève à l'appel des ouvriers espagnols, et qu'il brise le blocus que les Etats capitalistes lui imposent.

C'est-à-dire que les conditions militaires de la victoire sont étroitement liées aux conditions politiques.

Non seulement Madrid peut et doit être défendue. Mais les troupes de Franco peuvent y être cubitées. A condition qu'on en finisse avec le gouvernement bourgeois-socialiste de Caballero, Prieto et Del Vayo ! Le parti des traitres, avec Prieto et toute la bourgeoisie madrilène qui reste aux aguets démoralise les ouvriers, sabote la lutte, prêche la conciliation. C'est le parti du capitalisme, qui n'attend que la « chute » de Madrid pour tendre la main à Franco.

Il y a ensuite le parti du Kremlin. Del Vayo est son porte-parole officiel et Caballero subit son influence. Rosenberg (ambassadeur d'U.R.S.S.) les dirige. Ceux-ci ne luttent que pour la face. Ils veulent la défense de la « république démocratique », de « l'Etat espagnol », etc. Toute leur méfiance est tournée contre les milices ouvrières, contre la Catalogne. Ceux-ci accusent les ouvriers catalans de ne pas soutenir Madrid ; mais ils veulent que ce soutien passe par leur autorité. Les prolétaires espagnols ne veulent pas servir de chair à mitraille pour le compte d'Azana et de Rosenberg. Ils veulent lutter pour leur sort, pour la révolution sociale.

La question de la défense de Madrid, c'est celle de l'unification des forces ouvrières, d'un pouvoir ouvrier

L'école bolchévique

La deuxième leçon du premier cours a eu lieu lundi dernier devant une bonne assistance de camarades.

La troisième leçon aura lieu lundi 26 octobre, à 21 heures, au Café d'Argentan, 52, boulevard Magenta. Sujet : La Révolution en Allemagne après la guerre (1918-1923). La leçon sera faite par le camarade Van.

Nous invitons les camarades à venir nombreux en amenant des sympathisants

soulevant le peuple pour la révolution sociale.

La perte de Madrid ne signifierait absolument pas la fin de la lutte ; mais elle signifierait une situation incomparablement plus difficile pour la classe ouvrière, qui se verrait ouvertement poignardée par les bourgeois de gauche. Aux ouvriers de prendre les devants !

Depuis quinze jours, nous avons mis en garde contre l'orientation nouvelle de la révolution en Catalogne. Nous avons montré que la suppression du comité central des milices et du comité d'ouvriers et soldats ne faisait que compléter la combinaison bâtarde du conseil de la Généralité, dans lequel la petite bourgeoisie et les « démocrates » staliniennes contrebalancent les représentants des ouvriers. Nous avons critiqué le P.O.U.M. et la CNT d'avoir accepté cette position, d'avoir voulu concilier la dualité du pouvoir au lieu de l'avoir tranchée au profit des comités ouvriers et paysans.

Nos camarades de l'Espagne antifasciste (publiée à Paris par la CNT) nous ont répondu à ce sujet (numéro 12, samedi 18 octobre) en estimant notre critique mal fondée (selon eux, nous opposions une conception autoritaire de la marche de la révolution, à la conception libertaire, extérieure à l'Etat).

Mais cette semaine, l'Espagne antifasciste donne une note différente, bien plus juste (soulignons à ce propos les très intéressantes informations de ce journal). Dans son éditorial « Attention ! » l'E.A. déclare à propos de la suppression du comité central des milices :

« Selon nous, il est fait conserver cet organisme né de la révolution, qui était la garantie suprême de la possession de la forme armée par le prolétariat. »

« Constitué par les Syndicats, contrôlé par eux, le comité central des milices antifascistes était essentiellement représentatif d'un esprit nouveau. Sa puissance marquait la liquidation définitive de l'ancienne armée et la constitution d'une force nouvelle entièrement au service du prolétariat et de la Révolution. »

« La disparition de cet organisme de défense révolutionnaire peut être interprétée comme le signe d'une sorte de renouveau de l'armée, abolie il y a deux mois et demi. »

« L'état d'esprit qui peut en découler dans les couches populaires et même dans les cercles dirigeants, présente un danger certain. »

« La suppression de ce comité et l'incorporation des milices dans l'appareil régional de défense et d'économie nous obligent à revenir sur cette proposition et à exprimer nos craintes en ce qui concerne l'avenir. »

« La milice ? C'est le prolétariat en armes ; c'est la forme mise au service des travailleurs, c'est la garantie formelle que jamais cette force ne sera employée contre la Révolution. C'est la certitude absolue qu'aucune entreprise plus ou moins fasciste ne viendra à aucun moment mettre en péril les conquêtes révolutionnaires. »

Sur le nouveau rôle du conseil économique, l'E. A. s'exprime ainsi : « Le rôle technique qui lui est attribué, d'un caractère limitatif, puisqu'il ne peut émettre que des avis, fait de ce conseil quelque chose d'assez analogue au conseil économique institué par le gouvernement français : conseil auquel participe bien la C. G. T., mais qui échappe totalement à son contrôle et qui n'est, en réalité, qu'un rouage de l'Etat. »

Tout cela explique pourquoi le correspondant du Temps écrit le 21 octobre : « La révolution sociale subit un Catalogne un temps d'arrêt. »

C'est pourquoi nous répétons : Le salut de la révolution espagnole est dans la remise du pouvoir aux comités ouvriers, paysans et soldats qui doivent, non se dissoudre, mais exiger tout le pouvoir. Aujourd'hui, ils peuvent prendre le pouvoir presque « pacifiquement », dans l'insurrection. Demain, ils ne le pourront plus.

Les dirigeants du P.O.U.M. ont fermé les yeux sur nos critiques. Nin, conseiller à la Justice, prend des décrets sur les tribunaux prolétariens, mais il admet la politique actuelle de la Généralité.

C'est d'en bas, des rangs des milices et des usines, que vient la critique. Nous avons reçu plusieurs ordres du jour adoptés par des colonnes ouvrières, critiquant la forme nouvelle de reconstitution de l'armée. Les militants de la IVe Internationale en Espagne, malgré les persécutions, disent la vérité

aux ouvriers. Par cette voie, ils agissent au profit du prolétariat.

Et quelle est la politique stalinienne ? Le P. C. espagnol s'est montré, tellement incapable de jouer un rôle indépendant dans la révolution. C'est pourquoi les envoyés de Staline (Rosenberg à Madrid et Antonov à Barcelone) travaillent activement à dominer un secteur important du prolétariat espagnol pour le maintenir dans le cadre de la démocratie bourgeoise, en l'empêchant de progresser vers la révolution prolétarienne. Les bateaux nous envoient des vivres, des vêtements (mais pas d'armes) Rosenberg et Antonov parlent dans des meetings du P. C. On s'efforce par diverses manifestations de faire accepter aux ouvriers la direction « russe ».

En même temps, la campagne de calomnies abjectes contre les « trotskystes » se déclenche dans Mondo Obrero et Treball. Les capitalistes nous traitent de fascistes, d'agents d'Hitler, etc. Mais une réaction très vive se dessine au sein du prolétariat espagnol contre cette action, qui a un but nettement contre-révolutionnaire.

Voici ce que déclare la CNT :

« L'attitude du gouvernement de Madrid à l'égard de la Catalogne et des provinces restées libres ; le transfert envisagé du gouvernement central à Cartagène base choisie par la Russie pour une action ultérieure, l'intervention sans cesse plus nette de l'U.R.S.S. dans les affaires d'Espagne ; la confection des efforts des gouvernements de Madrid et de Moscou contre la Catalogne réfractaire aux idées bolchéviques ; le groupement des forces de tous les pays dirigé sur l'Espagne par les ordres du Gouvernement russe et son Internationale ; la possibilité de jonction de ces forces venant de la frontière du nord, avec celles qui pourraient partir de Cartagène, constituent autant de faits sur lesquels nous appelons nos camarades de Catalogne à réfléchir profondément. »

Retenons les faits écrasants à l'encontre du gouvernement de Staline qui agit en fait contre la révolution espagnole. Il ne s'agit plus de la part de Staline « d'idées bolchévistes », abandonnées depuis longtemps. Ce que l'I. C. reproche aux catalans, c'est en construisant leurs comités de base (soviets) s'orienter malgré les équivoques des sommets, dans la voie de la révolution sociale.

A la lumière d'un grand mouvement révolutionnaire, l'attitude de l'U.R.S.S. apparaît clairement. Elle ne participe pas à la révolution internationale, mais se préoccupe de ses positions nationales dans la Méditerranée.

Comme le dit le Journal de Moscou « l'U.R.S.S. en tant qu'Etat (socialiste et sans classes !) n'a aucun intérêt en Espagne. »

Pour conquérir le pouvoir, les ouvriers devront non seulement briser le fascisme, mais aussi écartier la bureaucratie stalinienne de leur route.

Chaque révolutionnaire appuiera de toutes ses forces les efforts de la CNT, de la FAP ou du P.O.U.M., pour lutter contre l'emprise réactionnaire du stalinisme.

« Le moyen le plus efficace reste, selon nous, dans la pratique du véritable bolchévisme, autrement dit dans l'internationalisme prolétarien et le pouvoir aux comités ouvriers, militaires, paysans, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. »

Notre fête pour LEON TROTSKY

La soirée consacrée à l'aide de notre camarade Trotsky a remporté un gros succès. Un public nombreux, dans lequel nous reconnaissons un grand nombre de camarades hier encore sous l'influence stalinienne. Ouvriers et intellectuels réunis dans une chaude camaraderie discutent des derniers crimes de la bureaucratie stalinienne. Le programme entièrement monté par nos amis fut un ensemble de numéros de haute qualité marqués souvent d'un esprit de révolte qui a malheureusement disparu des spectacles sol-disant prolétariens que les groupes théâtraux du parti communiste offrent aux travailleurs. D'abord un poème de Prévert Le Temps des noyaux, chaleureusement applaudi, ainsi que le numéro suivant, celui du camarade Loris qui chanta d'une manière simple et émouvante trois belles chansons. Deux jeunes chanteurs exécutent un duo en patois limousin ; la salle les ovationne. On arrive ensuite à un numéro qui atteint à certains moments la parfaite

NOUS ACCUSONS !

PARAITRA LA SEMAINE PROCHAINE

LIVRE ROUGE

SUR LE PROCES DE MOSCOU

Réfutations des mensonges et calomnies de la bureaucratie stalinienne

Mise à nu de la provocation policière contre

L. TROTSKY et la 4e INTERNATIONALE

1 volume de plus de 100 pages ..... 3. » par 10 exemplaires ..... 25. »

Envoyez immédiatement vos commandes au compte chèque postal 1333-80 Paris. Publications populaires, 15, passage Dubail, Paris (10e).

Bas les pattes devant TROTSKY !

La semaine prochaine, paraîtra le Livre Rouge sur le procès de Moscou. Ce document, qui vient de paraître en russe, a été établi par la Rédaction du Bulletin russe en collaboration avec les organisations de la IVe Internationale.

Il servira de base pour un premier examen des faits par la Commission d'enquête. Nous invitons tous nos amis à nous en faire des commandes, et à le diffuser largement.

Une Commission juridique, qui apportera sa collaboration à la Commission d'enquête, est maintenant constituée. Sa composition sera publiée la semaine prochaine.

Egalement la semaine prochaine, nous publierons un manifeste signé par une série de personnalités qui se prononcent en faveur de la commission d'enquête.

Nous continuons à recevoir une quantité d'ordres du jour ou d'informations internationales contre les fascistes de Moscou.

En Argentine, une série d'articles ont paru dans les journaux de la C. G. T. et des conférences ont été faites.

En Indochine, les bolchévicks-léninistes ont commencé à expliquer aux travailleurs la vérité sur la politique de Staline.

En Espagne, malgré une offensive empoisonnée de la Guépéou dans les rangs ouvriers, toute la presse non dépendante continue à réagir.

Avec l'action continue et tenace, nous mettrons en échec les plans pogromistes des stalinien !

A la veille d'un nouveau procès

Le Pravda (Moscou) a publié tous ces jours derniers des articles qui préparent un nouveau procès contre Radek, Piatokov, Pitna, Sokolnikov et autres.

La Pravda reprend les accusations de « terrorisme », mais elle les double maintenant d'accusations d'espionnage au profit de l'Allemagne, spécialement en Ukraine. Les ignominies de Radek et Piatokov contre Trotsky ne les empêcheront pas d'être fusillés à leur tour. Ils auront ainsi prêté la main à leur propre meurtre.

Naturellement, la Pravda raconte que cet « espionnage » était dans la ligne politique des trotskystes. La Guépéou (à la tête de laquelle on a mis Ejor au lieu de Jagoda) cuisine et prépare soigneusement sa nouvelle provocation. Nul doute qu'elle essaye de mêler à Radek et Piatokov des anciens bolchévicks-léninistes et pent-

être des véritables agents allemands. On « amalgamera » le tout selon les principes déjà mis en honneur par Staline.

Nous avertissons les ouvriers français et les alertons sans tarder. Il faut faire échec à la nouvelle provocation du Guépéou, qui use le prolétariat international, et en particulier la révolution espagnole !

Le précédent procès a pu surprendre ceux qui n'étaient pas avertis. Maintenant, pas un ouvrier n'a le droit d'être surpris. Il faut agir énergiquement, et sans délai.

Fascistes et stalinien écrasés

aux élections norvégiennes. Dimanche 19, ont eu lieu les élections en Norvège. Une campagne inouïe a été faite contre le Parti travailliste au pouvoir au sujet de Trotsky. Bien que le gouvernement ait interné Trotsky, les fascistes et stalinien ne se jugeaient pas satisfaits.

Les fascistes exigeaient l'extermination en Norvège. Une campagne inouïe a été faite contre le Parti travailliste au pouvoir au sujet de Trotsky. Bien que le gouvernement ait interné Trotsky, les fascistes et stalinien ne se jugeaient pas satisfaits. Les fascistes exigeaient l'extermination en Norvège. Une campagne inouïe a été faite contre le Parti travailliste au pouvoir au sujet de Trotsky. Bien que le gouvernement ait interné Trotsky, les fascistes et stalinien ne se jugeaient pas satisfaits.

Quant aux stalinien, ils accusaient le gouvernement de perdre la confiance des ouvriers en « défendant » Trotsky — c'est-à-dire en ne le livrant pas aux bourreaux russes.

Les résultats des élections ont donné la réponse. Le Parti ouvrier norvégien a gagné des voix et des sièges (71 au lieu de 60). Les fascistes n'ont qu'une quinzaine de mille de voix en perdant près de la moitié. Les « communistes » sont réduits à néant, sans un seul élu.

Et maintenant, nous répétons : La classe ouvrière norvégienne, comme le prolétariat international s'est prononcé pour le droit d'asile démocratique ! Liberté pour Trotsky !

Le 7 novembre, en masse au grand meeting pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, contre le nouveau procès de Moscou, et pour la défense de la Révolution espagnole (salle du Petit Journal) !

Notre service des charbons

Nous sommes obligés de supprimer provisoirement notre Service des charbons. Le fournisseur nous fait connaître qu'il est dans l'impossibilité compétente de faire face aux commandes qui lui ont été adressées.

C'est le résultat des manœuvres de spéculation et d'accaparement de M. de Peyerhimoff, roi de la Mine, que le « Front populaire » laisse en liberté.

seulement les « trotskystes » mais tous ceux qui se permettent de douter de la sincérité de l'ignoble verdict de Moscou.

Merci, camarades, merci, Mariann Oswald. Nous espérons fermement que vous nous aiderez encore dans notre lutte et que pour notre prochaine fête vous serez encore à nos côtés

# Les luttes ouvrières

**Pour l'application immédiate de la semaine de 40 h.**

## Constitution de Comités d'entreprises ! Congrès des comités !

Depuis la vague immense des grèves de masses généralisées du mois de juin, la classe ouvrière s'est soulevée solidement dans l'action directe contre le patronat. Prise au dépourvu, la classe bourgeoise a dû céder du terrain aux travailleurs exploités en lutte, soutenus par l'ensemble de la population laborieuse du pays.

Mais depuis juin, la bourgeoisie capitaliste, le patronat se sont ressaisis. Nous avons examiné la semaine dernière (numéro 15 de la *Lutte Ouvrière*), la politique de la classe exploitée. Un extrait de l'exposé fait par M. Lambert-Ribot — le théoricien du Comité des forges — à l'Assemblée de l'Union des Industries métallurgiques et minières, a été publié également dans notre dernier numéro. Ce document, à lui seul, clairement, montre que le grand patronat entend maintenir, accroître même, ses profits capitalistes. Pour lui, la défaite qu'il a subie en juin, n'est que momentanée. Comme c'est la classe bourgeoise qui détient encore le pouvoir, il est évident qu'elle devait pratiquer une politique de contre-offensive contre les masses travailleuses qui ont fait la démonstration pratique que seule leur action directe de classe porte les coups les plus durs à la bourgeoisie.

Tous les jours, de nouveaux conflits surgissent entre exploités et exploités — et non employeurs et employés, comme dit toujours Léon Blum et ses amis. — Dans telle localité ou telle entreprise, le contrat collectif est violé par le patronat, le classement des catégories donne lieu à des manœuvres patronales ignobles. Par tous les moyens, les patrons cherchent à supprimer aux ouvriers les avantages acquis par leur lutte ou à tourner l'application des accords légaux à leurs avantages.

### Que dit la C.G.T. ?

« Ne répondez pas aux excitations et aux provocations ! Que faire ? Se soumettre au fameux arbitrage obligatoire. Ce qui veut dire « n'occupez plus les usines, ne pratiquez plus l'action directe, mais devenez de bons diplomates ». Sans aucun doute, le patronat provoque par endroits, mais il provoque en attaquant les conditions de vie et de travail des ouvriers. Alors, sous prétexte de ne pas répondre à la provocation patronale, il faudrait renoncer à résister aux attaques patronales ? Allons donc ! Seuls des « dirigeants » à l'exemple des Léon Jouhaux, René Belin et leurs alliés Benoît Frachon et Racamond, soucieux des accords diplomatiques de la politique parlementaire, peuvent soutenir une telle politique.

Nous avons déjà vu la semaine dernière la manière de Benoît Frachon — le diplomate qui ne veut « pas d'inquisition ni de dictature » pour empêcher « qu'une minorité qui recherche l'aventure fasse la loi au pays qui veut travailler dans le calme ».

Et cette semaine, nous constatons que de point de vue de Benoît Frachon est celui de tout le bureau confédéral qui ose écrire :

« C'est pratiquer la véritable démocratie que mettre sur le même plan droit du travail et droit de propriété et vouloir que l'un et l'autre trouvent par des solutions de justice sociale leurs sauvegardes. »

Quelle est loin la fameuse charte d'Amiens (Congrès de la C. G. T. de 1906) ! Pourtant ne dit-elle pas clairement que « l'émancipation intégrale ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ».

Il nous reste à conclure que le bureau confédéral de la C. G. T. de 1936 ne prépare pas l'émancipation intégrale des travailleurs.

C'est vrai, pour les diplomates dirigeants de la C. G. T., la politique qu'ils mènent est surtout déterminée par le souci de ne pas gêner leurs belles combinaisons avec MM. les ministres et MM. les grands patrons pour sauvegarder le droit de propriété capitaliste.

C'est justement cette politique qui permet au patronat de mieux poursuivre sa contre-offensive, d'unifier sa tactique pour écraser plus tard la classe ouvrière avec l'aide des troupes du fascisme.

### La politique ouvrière

Les masses travailleuses ont acquis une grande expérience. Ces derniers mois leur ont appris que la contre-offensive patronale ne pourrait être vaincue que si, à nouveau, elles unifiaient leurs luttes par une préparation minutieuse et une politique clairvoyante.

Dans chaque entreprise, chaque usine, un comité doit être constitué par les délégués élus par tout le personnel. Ce comité d'entreprise élu aura une tâche bien définie qui ne peut s'opposer à celle du syndicat ou de la section syndicale. C'est au comité d'entreprise à poser les problèmes de l'organisation de la production sous son contrôle pour déjouer les manœuvres patronales de désorganisation économique faites pour désorienter la population laborieuse et offrir une proie facile à la démagogie de la Rooque, des Doriot ou autres fascistes plus ou moins avoués.

Le Comité d'entreprise, expression de la force prolétarienne, rompra le secret des affaires capitalistes. Pour ce, il devra agir avec méthode, se subdiviser en commissions spécialisées au contrôle des achats, de la vente, de l'état du marché, de liaison avec les comités frères, avec le syndicat, qui sera invité à se faire représenter officiellement.

Et rapidement, tous les comités d'entreprises existant réunis en Congrès de la métallurgie, des industries chimiques, du textile, de l'alimentation pour se fusionner en un puissant Congrès des comités d'entreprises de tout le pays qui fera le bilan de la production économique du pays, le bilan des profits capitalistes, qui s'adressera à la population laborieuse pour qu'elle constitue, elle aussi, ses comités populaires, laires, de contrôle des prix de vente des marchandises, ses comités de paysans qui porteront, en liaison avec la classe ouvrière, les revendications paysannes et aideront au contrôle des masses exploitées.

Partout, par ce travail, étant fait en liaison permanente avec les organisations syndicales, entraînant leur accord avec le programme des comités d'entreprises, sera poussé l'unification des luttes du peuple travailleur qui imposera par son action de classe :

— l'application immédiate de la semaine de quarante heures,  
— le réajustement des salaires et traitements au coût de la vie,  
et luttera pour la conquête du pouvoir et le gouvernement ouvrier et paysan.

## L'opinion d'un garsdubâtiment

La période des grèves de juin a été une poussée si formidable de la masse que les Syndicats ont été littéralement débordés.

Avant juin, l'Assemblée générale suffisait pour connaître les impulsions de la base, maintenant, elle n'est plus qu'un meeting.

Il s'avère que la base fondamentale des Syndicats doit être maintenant la Section locale et la Section d'entreprise. Là, les ouvriers les plus actifs pourront apporter leur initiative, et de ce fait, deviendront les cadres élargis de la C. G. T.

Nous sommes dans la période de l'attaque du patronat contre les avantages acquis par les ouvriers. Dans la lutte quelques Syndicats seront affaiblis au point de vue numérique. Mais ceux qui auront su prendre à temps les méthodes organisationnelles qu'il convient de renforcer par l'esprit de résistance de leurs adhérents.

La bureaucratie syndicale qui songe très bien que par la nouvelle organisation le contrôle politique des masses lui échappera, hésite à donner les moyens réels de vie aux Sections locales et d'entreprises.

Nos camarades du Parti et J. S. P. ont été admirables dans les luttes de juin, mais je pense qu'ils devront s'inspirer d'un sens d'organisation plus grand et qu'ils comprendront la nécessité de donner de l'activité pour leur Syndicat.

## Dans les entreprises

### Panhard-Levassor

La Direction fait circuler les bruits les plus divers pour mieux soumettre son personnel. C'est ainsi qu'on entend dire que prochainement 200 « collaborateurs » sur 600 et 550 ouvriers sur 2.400 seront licenciés. Cette Direction qui refuse des commandes, qui vend ses voitures 50.000 francs, les ayant augmentées de 10.000 francs, étale clairement la politique du grand patronat, politique que nous avons déjà dénoncée.

Contre cette politique pas d'arbitrage possible, un seul mot d'ordre : contrôle ouvrier par le Comité d'usine.

### Chocolaterie SUCHARD

On sait comment le conflit opposant 14.000 ouvriers chocolatiers à leur chambre patronale, s'est terminé : le gouvernement de Front populaire a rendu un arbitrage scandaleux en accordant même pas aux ouvriers le contrat collectif.

Chez Suchard, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, le vendredi 16 octobre, l'usine était encore occupée. Le matin, deux cars de police viennent pour faire évacuer et tenter la répétition de l'opération des gourmets. Heureusement, les camarades étaient prêts, les chauds, res sous pression donnaient suffisamment de vapeur ou d'eau chaude pour recevoir la police de Salengro qui dut s'en aller. Aussitôt après, la solidarité ouvrière a joué, les chauffeurs de taxi se relayant toute la journée obstruant avec leurs voitures les rues avoisinantes, plus d'un millier d'ouvriers chômeurs ou au travail étaient en permanence à la salle Japy et prêts à intervenir.

Cet exemple montre que dès qu'il y a danger, les ouvriers ne se soucient guère des appels du P. C. ou du P. S. Ils constituent sous les formes appropriées, leurs milices ouvrières.

### RENAULT

Vendredi 16 octobre, devaient avoir lieu les élections des délégués de 6.000 techniciens et employés. La Direction des Lehideux, Bonnefont, Craponne et Duvernois avaient opéré un découpage et avait adjoint quelques chefs de service aux listes électorales pour obtenir un maximum de délégués à elle. Ces élections devaient avoir lieu l'après-midi et le matin, la Direction donne la demi-journée de congé aux ouvriers, ceux-ci ont compris le danger et ont refusé et entre midi et une heure et demie, se relayant par moitié ils occupent l'usine. Dès le début des élections, à 15 heures, les techniciens et employés, forts de l'appui des ouvriers, s'en prennent d'ailleurs pas à intervenir s'emparant de ur, nes signifiant ainsi que le contrôle de leurs élections n'appartient qu'à eux seuls.

Que cet exemple soit utilisé par les camarades des autres usines dans lesquelles le patronat poursuivrait la même tactique.

### Sautter-Harlé

Depuis 35 jours, 1.200 ouvriers et 150 techniciens occupent l'usine pour obtenir la réintégration de 13 dessinateurs licenciés. Dans l'impossibilité de l'élargissement du conflit, le patron Sautter restant intransigent. Malgré tout, les ouvriers tenaient lorsque, jeudi 15 octobre, à la suite du Conseil des ministres de la veille, la presse annonce la réquisition de l'usine par le gouvernement. Déjà, tout le monde criait victoire, malheureusement il fallut vite déchanter. Vendredi soir, les délégués de l'usine apprenant, au ministère de la Marine, concrètement ce qu'était la réquisition. D'abord, elle est temporaire et valable pendant l'exécution des commandes de la Marine, ensuite le patron reste le même, la Marine se réservant un droit de surveillance, puis les ouvriers apprennent qu'ils doivent quitter l'usine et qu'ils seront convoqués individuellement dans le plus bref délai, et les 13 dessinateurs restent licenciés, le Ministère de la Marine promettant de les employer.

Voilà une expérience qui aura fait comprendre à beaucoup ce que représentait le Front populaire, ce gouvernement a fait appliquer les décisions patronales. D'autre part, quel premier avant-goût de l'arbitrage obligatoire cher à Jouhaux !

### Acieries de la Marine

Des techniciens occupent leurs bureaux depuis plus de trente jours, ils comptaient sur l'autorité du gouvernement de Front populaire pour leur aider à imposer à leur patron, le Comité des forges, leur convention collective. 36 des leurs sont licenciés au cours de la grève et ils n'entrevoient toujours pas de résultats, malgré 25 démarches différentes dans les ministères ou à la présidence du Conseil. Un meeting est organisé aux Acieries de Saint-Chamond (même patron) pour envisager les formes de solidarité, seul moyen de remporter la victoire, à moins que, comme chez Sautter-Harlé, on réquisitionne aux ordres du Comité des Forges.

### Chez les Techniciens lyonnais

Devant l'impossibilité d'arriver à un accord avec le Syndicat patronal, le syndicat lyonnais confiant dans le gouvernement de F. P., demande son arbitrage. Les patrons proposent un abatement de 17,5 pour 100 sur les salaires de la convention parisienne, le Syndicat demandait par conciliation un abatement progressif de 0 à 10 pour 100 pour les salaires allant de 1.000 à 3.000 francs. Lebas a rendu son arbitrage à 15 pour 100.

Quelle stupeur à Lyon, l'arbitrage obligatoire ne fera pas d'adepes parmi les camarades touchés et le F. P. en perdra. Seul, notre Parti leur montre l'issue.

### A LILLE

### Chez Loyer

Jeudi 15, veille de la paye, bon nombre d'ouvriers et ouvrières des métiers à filer et de la reborderie constatarent sur leur fiche qu'il existait une notable différence entre leurs salaires et ceux des autres ouvriers de la catégorie (travail à la pièce). D'accord avec leur délégué, ces camarades décidèrent de protester auprès de la direction. On refusa de les recevoir sous prétexte qu'ils avaient à passer par la voie hiérarchique et que le directeur était occupé. Devant cette fin de non-recevoir, ils décidèrent de débrayer. Mise au courant de ce fait, la direction s'inclina et accepta de les entendre. Les explications eurent lieu, le directeur protesta contre l'arrêt des métiers, disant que cela était un manquement aux accords signés (contrat collectif). Ensuite, il exhiba des livres montrant que ces métiers, cause du mécontentement, avaient été arrêtés avant l'arrêt complet de l'usine, arrêt qui dura dix-huit mois, la reprise ne s'étant effectuée quelques mois avant les grèves, les plus productifs, mais, sans ainsi entendre que cela était dû non pas au fonctionnement des machines, mais à la mauvaise volonté ou à l'incapacité des ouvriers mécontents.

Quant au manquement au contrat collectif, nul n'en porte la responsabilité, puisqu'eux-mêmes et pas un seul de leurs camarades n'ont connaissance de la teneur de ce contrat (comme d'ailleurs dans toutes les boîtes textiles de la région).

Il y eut à la fin de l'entrevue promesse d'ajustement du salaire de ces ouvriers et ouvrières dévalorisés par les conditions de travail. Ils surent plus tard dans la journée que la Direction contrôlerait leurs dires et proposerait un ajustement de 1 et demi pour cent. On ne peut se fiche plus cyniquement des ouvriers.

Plusieurs faits sont à retenir, d'abord le système de division en dévalorisant une importante partie du personnel, qui si elle ne revendiquerait pas énergiquement et cela avec l'appui de tous les ouvriers de l'usine, verrait la généralisation de ceci, c'est-à-dire l'emploi des conditions propres à regagner plusieurs fois ce que le patronat dut céder par la force en juin et en septembre derniers.

Le vote pour l'élection des délégués chez Loyer une véritable mascarade. Sur 300 ouvriers et ouvrières, 70 à peine purent voter, les élections furent ceux ayant plus de 18 ans (accords Matignon) et ayant plus de trois mois de présence à l'usine (comme je le disais plus haut, l'usine n'ayant recommencé son activité que quelques mois avant les grèves et progressive-

## LA POLITIQUE SYNDICALE

### Pourquoi cette politique de paix sociale ?

Le samedi 17 octobre, la presse « ouvrière » donnait une large publicité à une adresse aux travailleurs communiquée par le bureau de la C. G. T. Nous y faisons allusion dans un autre article. Mais son importance mérite de revenir sur le contenu de ce communiqué.

Paix sociale ! Paix sociale ! Pas de division intérieure ! C'est le mot d'ordre central de toutes les directions politiques et syndicales des vieilles organisations tant réformistes, traditionnelles que « communistes ».

Répétons : « C'est sauvegarder la véritable démocratie que mettre sur le même plan droit du travail et droit de propriété et vouloir que l'un et l'autre trouvent par des solutions de justice sociale, leurs sauvegardes. »

« C'est sur cette notion d'égalité que doit reposer la paix intérieure, condition de la défense de la paix extérieure. »

Autrement dit plus clairement par Maurice Thorez :

« Union de la nation française », « Front des français », quoi !

« Front d'égalité entre le droit au travail et le droit de propriété capitaliste ».

En fait de politique d'union sacrée, nous sommes évis, mais aussi... aver-

En 1914, Léon Jouhaux nous avait déjà habitués à ce genre d'union de la nation française, car Maurice Thorez n'est pas l'inventeur du social-patriotisme. Dans le temps lointain, il en a-

été même l'adversaire irréductible. Tout change, quoi ! Les chefs « communistes » aussi.

Que dire, par exemple, de ce passage d'article écrit par Léon Jouhaux, le 25 août 1914 : « Voici un exemple qu'il convient d'imiter : il allie heureusement les trois intérêts principaux du moment : national, patronal et ouvrier. »

Hein ! Qu'en dites-vous ? Tout change, sauf la politique de Léon Jouhaux, aidé aujourd'hui par les néo-réformistes d'union sacrée Frachon, Racamond, Thorez.

En 1914, c'était « contre le point du point, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France. » (La Bataille syndicaliste, 4 septembre 1914.)

Ce qui conduisit alors Jouhaux à briser les grèves. En 1936, la politique confédérale est la même sous des formes sensiblement différentes.

Les travailleurs révolutionnaires sauront dénoncer cette politique de paix sociale et faire vivre et triompher la politique de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien.

Avec notre Parti Ouvrier Internationaliste, qui subit la répression bourgeoise pour son action révolutionnaire, avec la IV<sup>e</sup> Internationale, nous lutterons sans relâche pour la révolution prolétarienne, contre le social-patriotisme et l'union sacrée, préconisée par Jouhaux, Maurice Thorez Frachon et les autres.

## Un hebdomadaire... « Syndicats »

Titre du nouvel hebdomadaire lancé la semaine dernière par une équipe de vieux dirigeants syndicalistes-réformistes pour contrebalancer l'influence grandissante de la *Vie Ouvrière*, autre hebdomadaire contrôlé par le Parti « communiste » ou plus exactement staliniste-réformiste.

Mais *Syndicats* ne paraît pas se différencier de la politique, dans le mouvement syndical, du Parti « communiste ».

Qu'écrira, par exemple, Dumoulin :

« Mais dans la situation actuelle, la tactique d'occupation devait être écartée parce qu'elle apportait « plus d'inconvénients que d'avantages ». Ceci pour justifier son vote d'approbation de la politique confédérale au récent comité confédéral national. Et s'il y a des conflits partiels, tente d'expliquer Georges Dumoulin, ce n'est pas seulement parce que le patronat attaque, mais c'est surtout parce que des délégués ne se plient pas à la discipline syndicale ; ça n'est pas difficile pour un dirigeant de dégager sa responsabilité... »

Que Georges Dumoulin et ses amis de *Syndicats*, essaient d'entraver l'influence stalinienne dans les syndicats, c'est leur droit. Mais, où diable veulent-ils en venir s'ils préconisent la même politique ?

Nous répondons : seule la course à la conquête des postes syndicaux explique *Syndicats*. Perspectives des batailles dans les congrès futurs de la C. G. T. Les militants du Parti apporteront le point de vue de la politique ouvrière conforme aux intérêts des travailleurs.

Ainsi plus de 230 exploités, — hommes, femmes, jeunes, — ne purent choisir leur délégué ou se présenter comme tel cette élection fut digne du système électoral bourgeois.

Nos camarades réclament la connaissance du contrat collectif, suppression du travail à la pièce, le réajustement des salaires au niveau du coût de la vie, des meilleures conditions de travail, réclament un système de vote qui permette à toutes et à tous de s'exprimer.

Réclament des assemblées générales de tous les ouvriers de l'usine. Font appel aux ouvriers des autres usines textiles pour la lutte sur ces mots d'ordre. — Un syndiqué de chez Loyer.

## QUESIGNIFIE la réquisition ?

(Suite de notre première page)  
« En particulier, comme mesure d'apaisement, s'ils y sont encore, les dessinateurs emporteraient leurs affaires dès l'évacuation et ne reviendraient pas à l'usine postérieurement à la réouverture. »

Mais où l'on voit nettement l'attentat dirigé contre la liberté du travail, c'est lorsqu'on fait prendre aux ouvriers l'engagement suivant : « Le personnel de son côté donne l'assurance qu'il ne sera procédé à aucune manifestation, à aucune brimade contre qui que ce soit » C'est un blanc-seing donné à la direction pour l'installation des moucharhars.

A plusieurs reprises, dans cet accord la direction a fait de faire des promesses, mais chaque fois que celle-ci sont accompagnées d'une restriction ou d'une clause qui permet de ne pas tenir. En effet, le personnel sera repris dans la mesure où le travail le permettra. Les poursuites contre les ouvriers sont suspendues à condition que ces ouvriers ne recourent pas à des actes semblables, seulement la direction a toute liberté de recommencer les provocations qui justifient ces actes. Et enfin, comble d'hypocrisie, la société ne fera pas payer à ces ouvriers la consommation de mazout, coke et électricité, pendant l'occupation, sous réserve qu'elle puisse les faire payer par son assurance.

Et le tout sous le haut contrôle du gouvernement et au nom des intérêts sacrés de la défense nationale.

Mais lorsque, grâce à cet « accord », la direction prendra une nouvelle offensive contre les intérêts de ses salariés, ceux-ci auront bien vite fait d'oublier l'impression que cet argument a pu faire encore sur eux pour riposter par de nouvelles luttes.

La lutte chez Sautter-Harlé n'est pas terminée. Elle reprendra de plus belle et, dans l'expérience actuelle, les ouvriers auront perdu de nouvelles illusions, ce qui leur permet d'apercevoir les véritables moyens de lutte et les perspectives révolutionnaires.

Dans cette convention, tous les efforts sont tentés pour empêcher les ouvriers de se mêler à la grégarie de l'usine. On espère y arriver par un similitude du gouvernement. Mais les aménagements de ce contrôle protègent eux-mêmes que les contrôleurs sont les complices du « contrôle ». Camarades, le seul contrôle possible sur la production est celui que vous exercerez vous-même.

# LA VIE DU PARTI

## MEETING POUR LE FRONT REVOLUTIONNAIRE

Mardi soir à eu lieu, salle du Tango, dans le quinzième, un meeting pour un Front révolutionnaire, avec la participation de la gauche révolutionnaire de la SFIO, l'Entente des Jeunes de la Seine, l'Union anarchiste et les Jeunes Libéraux, les Jeunes socialistes révolutionnaires et le Parti Ouvrier Internationaliste.

Le camarade Lissansky, des J. S. du 15e, présidait.

Après avoir montré le sens du meeting pour le Front prolétarien révolutionnaire, le président donne la parole à un camarade anarchiste, qui stigmatisa la faillite du Front populaire, la répression contre les occupations d'usines, par le gouvernement Léon Blum, ainsi que son attitude à l'égard des événements d'Espagne.

Puis, le camarade Horo, J. S. R., partant de faits concrets arrivés dans le 15e arrondissement (matraquage de la police contre les grévistes des Gourmets, agressions fascistes le dimanche matin), développe les mots d'ordres de notre organisation: comités d'usines, congrès des délégués, milice ouvrière.

Au nom de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, Marceau Pivert souligne d'abord qu'il est plus difficile de lutter dans les partis de masse, plutôt que de lutter dans des petits groupes, mêmes homogènes (ce qui n'est d'ailleurs pas toujours le cas, dit-il).

Puis Pivert parla de l'attitude dans les événements d'Espagne et dit qu'en ce qui le concerne, il pense qu'il ne faut rien demander au gouvernement dont l'attitude est conforme aux intérêts de la paix. Il conclut en montrant qu'il n'y avait qu'une seule issue pour les masses travailleuses: la révolution socialiste.

Le secrétaire fédéral des JS, le camarade Weitz, insista plus particulièrement sur la question de la guerre, et s'éleva contre les manœuvres de défense passive et contre les deux ans.

L'orateur des Jeunes Libéraux s'éleva avec vigueur contre le Front populaire aux ordres des radicaux, contre la guerre, « contre toutes les guerres », contre le « front français », contre l'attitude de neutralité dans les événements d'Espagne.

Enfin, le camarade Rous, parlant au nom du P. O. I., répondit aux questions: Pourquoi le front populaire a-t-il fait faillite? Pourquoi il faut un front unique prolétarien? Quels doivent en être les objectifs?

Il montra comment l'alliance des partis ouvriers et des radicaux s'était traduite par la répression contre les révolutionnaires, l'évacuation par la police des usines, la recrudescence de l'agitation fasciste, de la misère et du chômage.

Toute la salle applaudit vivement notre mot d'ordre: « A bas les ministres radicaux! »

Parlant du gouvernement Blum et des événements d'Espagne, notre camarade indique: « Nous non plus, nous ne demandons rien au gouvernement Blum, pas même de nous attacher à son cabinet, mais nous demandons aux ouvriers de s'unir pour briser par l'action directe le blocus Blum. Staline. » En conclusion Rous développa les quatre objectifs du front unique prolétarien: Comités d'usines, de village, de rues, congrès des délégués, milices ouvrières, contre les deux ans, action directe aux combattants d'Espagne.

La salle applaudit vigoureusement et vota une motion pour le front révolutionnaire sur les points ci-dessus indiqués.

## Dans le 15e

Les fascistes AF et doriotistes ayant provoqué et blessé à plusieurs reprises, nos camarades vendeurs de la *Lutte Ouvrière* et du *Populaire*, les travailleurs du 15e, socialistes, communistes, bolchéviques-léninistes, se portèrent devant l'église de Vaugirard pour corriger les fascistes. Mais la police républicaine après avoir promis de disperser les fascistes, en définitive les protégea et éloigna les ouvriers.

Les ouvriers tirèrent les conclusions qu'ils imposaient et promirent de s'organiser pour balayer du 15e la racaille fasciste.

## A Lorient

Notre camarade Mirol a porté la contradiction dans un meeting socialiste samedi soir 17 octobre. Bien que les stalinistes aient tenté de l'empêcher de parler, notre camarade put s'exprimer avec clarté et netteté sur le procès de Moscou et donner un raccourci de la position du P. O. I.

## RIPOSTES à la défense passive

Vendredi dernier, JSR et POI du 17e n'ont pas laissé se dérouler sans riposte les manœuvres de préparation à la guerre impérialiste.

Notre tract fut abondamment distribué et accueilli assez favorablement par une partie des ouvriers écoeurés du stalinisme et du réformisme. De plus, en liaison avec la GR du 17e, nous manifestâmes à la grande colère de la police et des stalinistes (« bonnez-leur la guenille », hurlaient certains « lignards », s'adressant à la police « républicaine »). Ces exhortations portèrent leurs fruits, car, environ une heure après la fin des manœuvres, la police matraqua sauvagement dans un café plusieurs socialistes SFIO et nos camarades, dont un fut arrêté.

Malgré tout, les ouvriers du 17e savent maintenant qu'il faut réellement, contre la guerre impérialiste.

A noter que les camarades de la gauche révolutionnaire de la SFIO, qui ont courageusement manifesté, criaient « Vive Blum! A bas les files! ». Un mot révolutionnaire contre le régime, et un mot aimable pour Blum qui est le premier ministre de ce régime. Les révolutionnaires sincères qui se trouvent dans le parti socialiste ne pourront résister longtemps à de telles équivoques.

Dans les autres arrondissements, en particulier dans le 15e, 13e, 20e, 19e, 18e, nos camarades ont distribué le tract de notre parti et ont fait une excellente agitation contre la préparation à la guerre impérialiste, non par des phrases et des démonstrations théâtrales qui, le jour de la guerre, tournent court, mais pour préparer effectivement l'issue révolutionnaire.

## Conférence sur l'Espagne

A la section de Paris, des *Amis de la Nature* a eu lieu devant un public de camarades de toutes tendances, une causerie sur l'Espagne, faite par notre camarade Rous, qui a, pendant plus d'une heure, expliqué le régime de l'Espagne antifasciste.

Le camarade Ferrière a donné ses impressions de voyage en Espagne, en insistant plus particulièrement sur les besoins militaires.

Durant la discussion, de nombreux camarades, parmi lesquels l'écrivain prolétarien Henry Pourdaille, posèrent des questions et formulèrent leur opinion.

## BLONDEAU est mort pour la Révolution

Nous apprenons la mort héroïque du camarade Blondeau, membre de la 18e Section du Parti socialiste. Blessé à mort par une balle de mitrailleuse au cours d'un combat aérien contre les fascistes espagnols. Son enterrement à Madrid a été suivi par une foule d'ouvriers et de miliciens. Blondeau avait soutenu l'action de nos camarades. Lors de l'exclusion, il demeura dans le P. S., mais il lutta avec vigueur contre les bureaucrates. Il a dû constituer un Comité des Amis de la Révolution dans le 18e. Lors de la manifestation du Mur, il défendit avec courage les bolchéviques-léninistes. Les ouvriers du 18e n'oublieront pas le magnifique militant. Ses camarades lui adressent leur dernier salut. — *Les rayons du 18e du P. O. I. et des J. S. R.*

## Un meeting de « Que-Faire »

« Que Faire? » organisait mardi soir 20 octobre, un meeting à la salle du *Petit Journal* à Paris. Environ 300 auditeurs présents, parmi eux de nombreux membres du P. O. I. et de ses Jeunes, la J. S. R. — qui fournirent d'ailleurs des camarades au service d'ordre, — aussi des adhérents de multiples groupes d'opposition.

André Ferrat, ex-membre du comité central du P. C., devait traiter de la politique actuelle du Front populaire et de son Gouvernement.

Mais tout au long de son discours, Ferrat s'appesantit essentiellement sur le côté parlementaire et gouvernemental de la situation présente. D'après Ferrat, l'action du gouvernement Blum est la résultante du rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat et par suite, il ne tiendrait qu'à la classe ouvrière d'agir pour que Blum exécutât. C'est, à notre avis, une erreur de laisser percer la moindre confiance à un gouvernement de l'Etat capitaliste.

Cette orientation de l'exposé de Ferrat devait le conduire tout logiquement à ne pas parler des mots d'ordre essentiels de la période actuelle: *Comité ouvrier, comités d'entreprises*. Ferrat n'a pas, dans la perspective politique qu'il a tracée, indiqué aux ouvriers la nécessité de jeter les bases de leur propre pouvoir pour le dresser en définitive face au pouvoir bourgeois.

André Ferrat, pour terminer son discours, trouva habile de char-

## QUATRIEME INTERNATIONALE

Revue théorique mensuelle du P. O. I. N° 1 1er Novembre

Au sommaire (Numéro spécial): Résolution de la Conférence internationale pour la IVe Internationale; Préface. — La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IVe Internationale. — L'URSS et la IVe Internationale. — Les jeunes et la nouvelle Internationale. — L'évolution de l'I.C. de parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme. — Les Etats-Unis d'Amérique. — Sur le Bureau de Londres. — Le Congrès contre la guerre du Bureau de Londres, etc. Prix du numéro (32 pages) .. 2 fr. 15, passage Dubail, Paris (10e). — Compte chèque postal: Naville 1333,80 Paris.

Abonnements: France, 1 an, 20 fr.; 6 mois, 10 fr. — Etranger: 1 an, 30 fr.; 6 mois, 15 fr.

## CONVOICATIONS

Comité d'administration de La Lutte Ouvrière. — Réunion samedi, à 5 h. local. Viel, Lyonnet, Clair, convoqués.

J. S. R. — Comité régional lundi 26 octobre, à 21 heures, au local.

XIe J. S. R. — Réunion tous les mercredis, lieu et heure habituels.

XIe P. O. I. — Réunion tous les vendredis, lieu et heure habituels.

J. S. R. — Des chemises sont en vente au centre, au prix de 12 francs. Voir Lessart.

12e arrondissement. — Permanence du P. O. I.: le dimanche, de 10 heures à 12 heures, au 79, faubourg Saint-Antoine.

15e arrondissement. — Réunion du 15e Rayon P.O.I. et J.S.R. tous les mardis, à 21 heures, Café Lagneau, 76, rue Mademoiselle. Sympathisants cordialement invités.

Saint-Denis. — Tous les jeudis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules Guesde, réunion obligatoire de cellule du P O I et J S R. Sympathisants fraternellement invités.

Levallois-Perret. — Tous les mardis soir, à 20 h 30, chez Jeannot 73, rue Vaillier, réunion obligatoire de cellule. Sympathisants fraternellement invités.

Nouzouville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchal, Nouzouville.

Saint-Etienne. — La « Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, « Révolution » est en vente au même endroit. Sous peu, le rayon envisagera la vente à la criée.

Marseille. — P. O. I. Rayon de Marseille. Permanence tous les samedis, 16, marché des Capucines (Bar), de 6 heures à 8 heures du soir.

Lille. — J. S. R., P. O. I.: Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements écrire à Breton à l'adresse ci-dessus. La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et tabac, 19, rue du Molinel.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures, au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque rue Saint-Aubin (près du boulevard du Maréchal Foch).

Lyon. — Permanence P. O. I.: Chaque samedi, de 17 h. 30 à 19 h., Café « A ma Vigne », 7, rue Ste-Catherine (1er arr.).

BOURGES. — A partir du samedi, La Lutte Ouvrière est en vente à la Librairie Rousseau, rue Mirbeau.

TOULON: « La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

## LES IDEES ET LES FAITS

### Que signifie « Tout le pouvoir aux Soviets? »

Nous avons maintes fois expliqué qu'en Espagne le seul régime vraiment prolétarien et révolutionnaire serait celui dans lequel tout le pouvoir serait passé entre les mains des Comités de miliciens, d'ouvriers, de paysans qui ont surgi de la révolution, et qui malheureusement sont en voie d'être liquidés, comme nous l'avons montré dans notre dernier numéro, par le Gouvernement de coalition républicain-ouvrière de Catalogne.

Ne parlons pas du Gouvernement de Madrid, que les stalinistes empêchent de toutes leurs forces de sortir du statu quo. Tout le pouvoir aux comités, c'est la traduction du mot d'ordre des bolchéviques de 1917, « tout le pouvoir aux Soviets ». En Russie, comme en Espagne, le plus grand danger consistait dans la phrasologie menchévick qui camouflait de réphétisme de socialiste et de révolutionnaire les amalgames aboutissant à la neutralisation ou à la liquidation des Soviets.

C'est pourquoi, tout en tenant compte des différences incontestables entre la révolution russe et la révolution espagnole, il n'est pas sans intérêt de lire cette page de Lénine intitulée par lui-même « une des questions fondamentales de la Révolution » (« Sur la route de l'insurrection », page 17) concernant l'explication du mot d'ordre: « Tout le pouvoir aux Soviets! »

Quelle soient les différences entre les deux révolutions, il est cependant hors de doute que sur cette question « fondamentale », la leçon de Lénine, reste tout à fait valable.

## DEFINITION DU GOUVERNEMENT CONCILIATEUR

Comment Lénine définissait-il le régime gouvernemental, le 17 septembre 1917?

« A l'heure actuelle le pouvoir politique reste encore en Russie, aux mains de la bourgeoisie qui n'est obligée que de faire des concessions partielles (pour les retirer le lendemain), de prodiguer des promesses pour ne pas les tenir, de rechercher les moyens de masquer sa domination (pour tromper le peuple par l'apparence d'une coalition légale). En paroles, nous avons un gouvernement populaire démocratique, révolutionnaire. En réalité, nous sommes en présence d'un gouvernement antipopulaire, antidémocratique, anti-révolutionnaire, bourgeois. C'est là la contradiction fondamentale qui a existé jusqu'à présent, qui a causé cette instabilité, ces oscillations du pouvoir, et provoqué cette succession de ministères, à laquelle se sont prêtés avec un zèle si désastreux (pour le peuple) MM. les S. R. et les menchévicks. »

Voici, maintenant, l'explication du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets »:

Ou bien la dissolution des Soviets et leur mort sans gloire, ou bien tout le pouvoir aux Soviets: c'est ce que j'ai dit devant le Congrès panrusse des Soviets au début du mois de juillet 1917, et l'histoire des mois de juillet et d'août a pleinement confirmé la justesse de ces paroles. Seul, le pouvoir des Soviets peut être stable et s'appuyer véritablement sur la majorité du peuple, qui qu'en disent les valets de la bourgeoisie, les Petrossov (1), Plékhanov et autres, qui qualifient « d'élargissement de la base » du pouvoir, la transmission effective de ce pouvoir à une minorité infime de la population, à la bourgeoisie, aux exploités.

Seul, le pouvoir des Soviets pourrait être stable; seul, il serait impossible à renverser, même aux heures les plus tourmentées de la plus orageuse révolution, seul, ce pouvoir pourrait assurer un large et constant développement de la révolution, une concurrence pacifique des partis à l'intérieur des

Soviets. Tant qu'il n'existera pas, ce ne seront qu'hésitations, irrésolutions, instabilité, crises innombrables, comédies de démissions ministérielles et de nouvelles répartitions de portefeuilles, explosions à droite et à gauche.

Mais fréquemment, sinon presque toujours, le mot d'ordre « Le pouvoir aux Soviets » est compris d'une façon complètement fautive. En effet, on entend par là un ministère recruté dans les partis formant la majorité des Soviets, et c'est cette opinion profondément erronée que nous voudrions examiner en détail.

« Un ministère recruté dans les partis formant la majorité des Soviets », cela veut dire des changements personnels dans la composition du cabinet, cela veut dire la conservation intégrale de tout l'ancien appareil du pouvoir étatique, appareil essentiellement bureaucratique, essentiellement antidémocratique, incapable de réaliser aucune réforme sérieuse, même celles qui figurent aux programmes des S.R. et des menchévicks.

Le mot d'ordre: « Le pouvoir aux Soviets » signifie une transformation radicale de tout l'ancien appareil étatique, de cet appareil de fonctionnaires qui entrave toute initiative démocratique; il implique la suppression de cet appareil et son remplacement par un nouvel appareil populaire véritablement démocratique, c'est-à-dire par l'appareil des Soviets qui représentent la majorité organisée et armée du peuple des ouvriers, des soldats, des paysans. « Le pouvoir aux Soviets », c'est l'initiative de la majorité du peuple

qui se donne libre cours, non seulement dans l'élection des députés, mais dans l'administration de l'Etat, dans la réalisation des réformes et des transformations sociales.

Pour rendre cette différence encore plus claire et plus sensible, nous rappellerons un aveu fait, il y a peu de temps, par le journal du parti dirigeant, le *Diclo Narod*, organe des socialistes-révolutionnaires. « Même dans les ministères qui ont été transmis aux socialistes, écrivait ce journal pendant la fameuse coalition avec les cadets, alors que les menchévicks et les S. R. détenaient des portefeuilles ministériels, même dans ces ministères, tout l'appareil administratif est resté sans changement aucun, et cet appareil freine tout le travail. »

Or, un des mérites fondamentaux des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, est qu'ils représentent un type d'appareil étatique infiniment plus élevé, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les menchévicks ont fait l'impossible pour transformer les Soviets (particulièrement celui de Pétrograd, ainsi que le Soviet panrusse, c'est-à-dire le Comité Exécutif Central) en de vagues parloles, uniquement occupés, sous couleur de « contrôle », à voter d'impuissantes résolutions ou des desiderata dont le gouvernement, avec la plus exquise urbanité, remettait la réalisation aux calendes grecques (2). Mais il a suffi de l'équipée de Hornilov, de cette fraîche brise, avant-courrière d'un bon orage pour purifier temporairement de tous ses miasmes l'atmo-

## LES IDEES ET LES FAITS

### Que signifie « Tout le pouvoir aux Soviets? »

sphère des Soviets et ressusciter l'initiative des masses révolutionnaires qui s'est révélée dans toute son ampleur, dans toute sa puissance, dans toute son invincibilité (3).

Que cet exemple historique soit un enseignement pour tous les hommes de peu de foi. Qu'ils aient honte d'eux-mêmes, ceux qui disent: « Nous n'avons pas d'appareil pour remplacer l'ancien appareil, qui tend inévitablement à la défense de la bourgeoisie. » Cet appareil existe, cet appareil, c'est les Soviets. Ne redoutez pas l'initiative des masses, ayez confiance dans les organisations révolutionnaires et vous verrez les ouvriers et les paysans déployer dans tous les domaines de la vie publique la force, la majesté, l'invincibilité dont ils ont fait preuve dans leur union, dans leur élan contre Hornilov (4).

Les chefs socialistes-révolutionnaires et menchévicks n'ont pas eu confiance dans les masses, ils ont eu peur de leur initiative, ils ont tremblé devant leur énergie révolutionnaire au lieu de les soutenir sans réserve; ça été là leur plus grand péché. C'est là qu'il faut chercher la cause principale de leur indécision, de leurs hésitations, de leurs tentatives perpétuelles et perpétuellement infructueuses de verser un vin nouveau dans les vieilles outres de l'ancien appareil bureaucratique.

(1) Un des fondateurs de la Social-Démocratie, leader des menchévicks liquidateurs, partisan comme Plékhanov, de la simple démocratie bourgeoise.

(2) C'est l'opinion non seulement de Lénine, mais aussi du social-démocrate antibolchévick Soukhanov, tout au cours de ses *Mémoires sur la Révolution*.

(3) La victoire sur Hornilov fut moins l'oeuvre du Gouvernement que des Soviets et de l'initiative des ouvriers eux-mêmes. Miloukov le reconnaît dans son *Histoire de la Seconde Révolution*, t. II.

(4) Voir le développement de ces idées sur le rôle des Soviets, plus loin dans *Les bolchévicks conserveront-ils le pouvoir?* et dans *l'Etat et la Révolution*.

Nous publions ci-dessous les comptes de septembre de notre *Service des Livres*. Comme nos camarades le verront ce premier mois a permis de réaliser plus de 200 francs de bénéfices, qui sont versés à la revue *Quatrième Internationale*, comme l'a décidé le comité central.

Nous demandons à nouveau à tous nos amis de nous faire leurs commandes de livres, 15, passage Dubail (C. c. postal Naville 1333,8, Paris).

COMPTES DE SEPTEMBRE

Recettes:

Vente de livres ..... 808.70

Dépenses:

Fournitures de librairie ..... 539.20

Frais d'envois ..... 14.55

Frais d'administration ..... 18.70

Versé à la revue ..... 236.25

Les camarades du P. O. U. M. de Madrid nous communiquent:

E. A. 4. Pomm. Radio Pomm, section Madrid. Onde extracourte (42 mtrs), kilocycles 7 1 45. Service en langues étrangères (français, allemand, anglais). Emissions à 20 heures (heure de Paris).

Le gérant: AIACHE

IMPRIMERIE DES JOURNAUX PERIODIQUES

71, rue de Wattignies, Paris (12e)